



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 28 septembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

**2021 - 145 LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE - MISE EN ŒUVRE D'UN PARTENARIAT AVEC
LA PREFECTURE DES ALPES-MARITIMES ET L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
DANS LE CADRE DU TRAITEMENT DE L'HABITAT INSALUBRE,
DES INTOXICATIONS AU MONOXYDE DE CARBONE
ET DU RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB DANS L'HABITAT**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 septembre 2021, s'est réuni le mardi 28 septembre 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Valérie COPIN, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-François LAPORTE
(Prend part aux délibérations N°141 à N°160)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Christophe MOREL
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210928-2021-145-DE
Date de réception préfecture : 29/09/2021

ABSENTS SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Monsieur Christophe MOREL à Monsieur le Maire
Monsieur Franck BARBEY à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-François LAPORTE à Monsieur François ROUSTAN
Madame Magali CONESA à Madame Méliana Nora ADDAD
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 29 juin 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

- | | |
|-------------------|---|
| 2021 - 141 | SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL
DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
ILOT MEDIATHEQUE SUD
CESSION A LA SPL DES EMPRISES FONCIERES APPARTENANT A LA VILLE |
| 2021 - 143 | SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE PAR LA SPL
CONTRACTUALISATION D'UN EMPRUNT BANCAIRE DE 1,5 MILLION D'EUROS
AUPRES DE LA CAISSE D'EPARGNE
GARANTIE D'EMPRUNT A HAUTEUR DE 80 % DE LA VILLE DE GRASSE |
| 2021 - 176 | DEVELOPPEMENT DURABLE
MISE EN PLACE DU DISPOSITIF « INTRACTING » POUR LE FINANCEMENT
DES TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE DANS LES ECOLES |
| 2021 - 179 | MUSEE INTERNATIONAL DE LA PARFUMERIE
ACCEPTATION D'UN DON MANUEL |

DU 28 SEPTEMBRE 2021

**LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE - MISE EN ŒUVRE D'UN PARTENARIAT AVEC LA
PREFECTURE DES ALPES-MARITIMES ET L'AGENCE REGIONALE DE SANTE PACA DANS LE CADRE
DU TRAITEMENT DE L'HABITAT INSALUBRE, DES INTOXICATIONS AU MONOXYDE DE CARBONE
ET DU RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB DANS L'HABITAT**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Dans le cadre de la politique publique de lutte contre l'habitat indigne, l'Agence Régionale de Santé (ARS) Provence Alpes Côte d'Azur, la Préfecture des Alpes-Maritimes et la Ville de Grasse, à travers son Service Communal d'Hygiène et de Santé (SCHS), souhaitent établir un partenariat sous forme d'une convention afin de préciser les modalités d'intervention de la délégation territoriale de l'ARS et du SCHS en matière de lutte contre l'habitat insalubre, de répartir les tâches afférentes à la lutte contre l'habitat insalubre entre l'ARS et le SCHS et, enfin, d'optimiser l'action des pouvoirs publics dans ce domaine.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
SERVICE COMMUNAL HYGIENE ET SANTE	DEPENSES (estimation)	10 000 €

Monsieur le Maire expose :

Vu l'article L.1422-1 du Code de Santé Publique relatif au rôle et au financement des services communaux d'hygiène et de santé,

Vu les articles L.1331-1 à L.1312-2 du Code de Santé Publique relatif aux missions des services communaux d'hygiène et de santé,

Vu la loi n°2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique,

Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi « ELAN »,

Vu l'ordonnance n°2020-1144 du 16 septembre 2020 relative à l'harmonisation et à la simplification des polices des immeubles, locaux et installations,

Vu les articles L.1331-22 et L.1331-23 du Code de la Santé Publique,

Vu les articles L.511 à L.511-6 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu les articles L.511-7 à L.511-18 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu les articles R.1334-1 à R.1334-8 du Code de Santé Publique,

Vu le décret n°2020-1711 du 24 décembre 2020 relatif à l'harmonisation et à la simplification des polices des immeubles, locaux et installations,

Accusé de réception en préfecture
008710600698-20210928-20211145-DE
Date de réception en préfecture : 22/09/2021

Considérant que, depuis le 1^{er} janvier 2021, le décret n°2020-1711 du 24 décembre 2020 relatif à l'harmonisation et à la simplification des polices des immeubles, locaux et installations donne compétence exclusive au SCHS pour traiter les signalements de risque d'exposition au plomb dans l'habitat sur le territoire communal,

Considérant que le SCHS était déjà compétent pour traiter, en lien avec l'ARS et la Préfecture, les dossiers relatifs à l'insalubrité des habitations, des autres milieux de vie des hommes et ceux relatifs aux intoxications au monoxyde de carbone signalées en réalisant des enquêtes environnementales et en mettant en œuvre des actions de contrôles curatifs et préventifs dans le cadre de la surveillance nationale de ces intoxications,

Considérant qu'au vu de ces domaines de compétence partagés entre l'ARS et le SCHS, de la complexité des missions et procédures en matière de traitement de l'habitat insalubre et des récentes modifications réglementaires déjà citées, il convient de clarifier la répartition des tâches nécessaires à l'accomplissement des procédures,

C'est pourquoi, l'ARS et la Préfecture des Alpes-Maritimes ont souhaité contractualiser avant fin 2021, avec l'ensemble des services communaux d'hygiène et de santé du département sous la forme d'une convention tripartite.

La mise en œuvre de ce partenariat concerne, entre autre, le traitement des situations de risque d'exposition au plomb. C'est une nouvelle mission transmise par l'Etat aux SCHS depuis le 1^{er} janvier 2021. Elle constituera une nouvelle dépense obligatoire pour le SCHS pour la réalisation des diagnostics plomb avant travaux et, ensuite, après travaux. Cette dépense sera couverte par le montant de la dotation globale de décentralisation d'environ 235 000 euros que l'Etat verse chaque fin d'année à la ville de Grasse pour le fonctionnement du SCHS, au titre des missions qu'il effectue au profit de l'Etat, notamment en matière de traitement de l'habitat insalubre.

Les objectifs de ce conventionnement sont triples :

- Définir avec précision les modalités d'intervention de l'ARS et du SCHS sur le territoire communal de Grasse dans le cadre du contrôle administratif et technique des règles d'hygiène relatives à la lutte contre l'habitat indigne en matière de traitement de l'habitat insalubre, des situations de risques d'exposition au plomb et de la surveillance des situations d'intoxication au monoxyde de carbone.
- Répartir l'attribution des tâches afférentes à la mise en œuvre et au suivi des procédures de lutte contre l'habitat insalubre au SCHS et à l'ARS.
- Optimiser l'action des pouvoirs publics en matière de politique publique sur la lutte contre l'habitat indigne.

Pour parvenir à ces objectifs, il est important qu'une communication et qu'un échange d'informations soient constants entre l'ARS et le SCHS. Cette coopération entre les services existe depuis de nombreuses années. La convention permettra d'officialiser cette pratique existante entre l'ARS et le SCHS de Grasse.

Enfin, le suivi de cette convention s'effectuera, d'une part, par un rapport annuel d'activité du SCHS sur le traitement de l'habitat insalubre sur son territoire et, d'autre part, par la réunion d'un comité d'évaluation et de suivi du traitement de l'habitat insalubre.

Cette convention tripartite qui prendra effet dès sa signature, sera signée pour une durée de cinq ans, mais pourra être dénoncée par l'une des parties, si nécessaire moyennant un préavis de six mois.

La commission « Optimisation et performance des moyens et ressources » ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 septembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210928-2021-145-DE
Date de réception préfecture : 29/09/2021

- **APPROUVER** la convention de partenariat entre la commune de Grasse, la Préfecture des Alpes-Maritimes et l'ARS PACA.
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer ladite convention.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le **29 SEP. 2021**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,



[Handwritten signature in blue ink]